

ArcelorMittal

Une décarbonation en peau de chagrin

texte photos
Coline David Berta Vicente Salas

Entre crise de l'acier et doutes stratégiques, ArcelorMittal, numéro un de la sidérurgie en Europe, recule sur sa décarbonation. Une alerte inquiétante pour l'avenir du secteur, alors que l'Union européenne tarde à donner à son industrie les moyens de sa transition climatique.





* Les prénoms suivis d'un astérisque ont été modifiés.

1. Le Pacte vert pour l'Europe fixe l'objectif d'une réduction d'au moins 55 % des gaz à effet de serre par rapport à 1990 d'ici à 2030 et la neutralité carbone d'ici à 2050.

2. Un quota carbone est le droit d'émettre une tonne de CO₂. Dans le marché carbone européen (EU-ETS), les quotas sont attribués aux entreprises et peuvent être échangés entre elles. Pour atteindre ses objectifs climatiques, l'UE réduit progressivement leur nombre, ce qui fait augmenter leur prix.

3. Une unité de réduction directe de minerai de fer (DRI) est une installation industrielle utilisant du gaz naturel ou de l'hydrogène pour réduire le minerai de fer sans passer par un haut-fourneau. Le fer pré-réduit est ensuite fondu dans un four électrique pour obtenir de l'acier. Grâce à cette technologie, les émissions de CO₂ baissent de 40 % avec le gaz naturel, et jusqu'à 90 % avec l'hydrogène vert, par rapport aux hauts-fourneaux.

La nuit tombe sur Dunkerque. Une épaisse fumée noire s'échappe d'un des hauts-fourneaux d'ArcelorMittal. Posté sur la digue qui sépare l'aciérie de la mer du Nord, Bernard*, trente ans d'usine derrière lui, observe la scène. « *Ce qu'il crache là, ce sont des cochonneries* », soupire-t-il. Ces fumées noires, chargées de particules fines très nocives pour la santé, contiennent aussi du CO₂ – et pas en petite quantité. À elles deux, les usines ArcelorMittal de Dunkerque et de Fos-sur-Mer en ont émis plus de 12 millions de tonnes en 2024, soit près de 20 % des émissions de l'industrie française, selon le Réseau Action Climat (RAC).

Ce spectacle nocturne n'est qu'un fragment d'un tableau beaucoup plus vaste : chaque année, près de 2 milliards de tonnes d'acier sont produites dans le monde, générant 7 à 9 % des émissions mondiales de CO₂, selon World Steel. À la fois malléable et résistante, cette matière est tout autour de nous : dans nos usages quotidiens – électroménager, voitures, boîtes de conserve –, la construction ou l'armement. L'acier est aussi indispensable à la transition énergétique, présent dans les panneaux solaires, les éoliennes et les voitures électriques.

Drôle de paradoxe : alors qu'il aide à réduire nos émissions, sa production reste extrêmement polluante. C'est pourquoi cette industrie est au cœur des projets de décarbonation en Europe. Pour s'aligner sur les ambitions climatiques du Pacte vert européen¹, les sidérurgistes du continent visent une baisse de 30 % de leurs émissions d'ici à 2030 et la neutralité carbone d'ici à 2050, selon Eurofer, le lobby de l'acier européen. Des objectifs dont se targue ArcelorMittal, qui se positionne comme leader de la transition énergétique du secteur. Autant dire que la pression est forte : le prix des quotas carbone imposés aux industriels² ne cesse d'augmenter et, d'ici dix ans, l'Union européenne (UE) ne distribuera plus de quotas gratuits. Conséquence : sans décarbonation, le coût du carbone deviendra insoutenable et pourrait compromettre la production d'ArcelorMittal sur le continent.

Pourtant, alors que les échéances se rapprochent, les promesses du numéro un de l'acier européen battent de l'aile. ArcelorMittal fait un pas en avant, puis trois pas en arrière, mettant en péril le climat, les emplois et l'avenir de la sidérurgie en Europe.

Pas d'acier zéro carbone, mais une vague de licenciements

Dans un pavillon au sud de Dunkerque, Gaëtan Lecocq jongle entre son nouveau-né et ses réunions Zoom. Leader CGT, il vient de devenir père d'une petite fille prénommée Victoire – un choix qui ne doit rien au hasard. Depuis des mois, il se bat pour sauver les emplois menacés dans son usine. En avril dernier, ArcelorMittal a annoncé la suppression de 636 postes – réévaluée à 608 en mai –, dont la moitié à Dunkerque. Pour le syndicaliste, aucun doute : « *Si les 600 premiers tombent, ce sera l'effet domino... et c'est pour nous détruire*, prévient-il, les lèvres fébriles. *Ici, dans le Dunkerquois, une famille sur cinq vit d'Arcelor-Mittal. Si l'usine ferme, ce sera un tsunami social, économique et industriel.* »

Fermer le site de Dunkerque ? « *C'est complètement aberrant !* » s'emporte le directeur d'ArcelorMittal France devant les députés le 9 juillet. Selon lui, le plan social s'explique par des « *pertes d'exploitation* » sur les sites concernés. Un argument qui fait bondir Gaëtan : « *Mon entreprise est en bonne santé !* » martèle-t-il. Les chiffres mondiaux semblent lui donner raison : la multinationale a dépassé le milliard d'euros de bénéfice l'an dernier, un chiffre en hausse de 45 % par rapport à 2023. Reste que cette performance repose surtout sur ses usines indiennes et américaines. En Europe, les sites peinent à rester compétitifs, plombés par la crise de l'acier.

Le constat est brutal : la production d'acier dans l'UE a fondu d'un tiers depuis 2008. Cette dégringolade s'explique par plusieurs facteurs. En trente ans, les sidérurgistes chinois, massivement subventionnés, ont multiplié leurs capacités par dix et produisent aujourd'hui plus de la moitié de l'acier mondial. Incapables d'écouler tout leur stock chez eux, ils exportent à prix cassés, fragilisant les producteurs européens. À cela s'ajoute l'effondrement de la demande locale : depuis la pandémie de Covid-19, le bâtiment et l'automobile – deux débouchés majeurs – tournent au ralenti. Plus récemment encore, la flambée des coûts de l'énergie et les droits de douane imposés par Donald Trump ont accentué la pression sur une industrie déjà éprouvée. Dans ce climat, ArcelorMittal a suspendu tous ses projets de décarbonation en Europe, malgré les milliards de subventions promis par les États. En France, le programme prévoyait la construction sur le site de Dunkerque d'une unité de réduction directe de minerai de fer (DRI)³ et deux fours

« Ici, dans le Dunkerquois, une famille sur cinq vit d'ArcelorMittal. Si l'usine ferme, ce sera un tsunami social, économique et industriel. »

électriques pour 1,8 milliard d'euros, dont près de la moitié financée par l'État. Le gel du projet, en novembre 2024, a suscité de vives inquiétudes du côté des salariés : « *Sans décarbonation, on est condamnés* », se désole Gaëtan Lecocq.

Les enjeux de l'acier vert

Les objectifs climatiques de l'UE imposent aux sidérurgistes un virage : passer à l'« acier vert », autrement dit décarboner leur production. Mais comment faire ?

D'abord, il faut comprendre ce qui pollue. Dans les aciéries, les hauts-fourneaux à charbon, qui transforment le minerai de fer en fonte (acier liquide), sont responsables de 90 % des émissions de CO₂ du secteur. Près des trois quarts de l'acier mondial est fabriqué de cette façon, y compris celui des sites de Dunkerque et de Fos-sur-Mer. Bonne nouvelle : on sait produire autrement. La voie la plus écologique est le recyclage : il réduit les émissions de 70 à 90 % par rapport aux hauts-fourneaux. La ferraille est collectée, triée puis fondue dans des fours à arc électrique (EAF). Elle représente déjà un tiers des intrants métalliques dans la production mondiale d'acier, et devrait atteindre 45 % d'ici à 2050, selon l'Agence internationale de l'énergie⁴.

Cependant, les volumes de ferraille disponibles ne suffiront pas à couvrir la demande mondiale⁵, et certains usages – automobile, cannettes – nécessitent des alliages très purs, difficiles à obtenir par recyclage. Recycler est donc indispensable mais insuffisant : il faut aussi décarboner la production primaire d'acier, issue du minerai de fer. La solution ? Remplacer les hauts-fourneaux par une installation qui réduit le minerai au gaz naturel ou à l'hydrogène vert. Le fer préréduit (DRI) est ensuite fondu dans un four à arc électrique, souvent mélangé à de la ferraille, pour produire de l'acier. Avec le gaz naturel, les émissions diminuent de 40 % par rapport aux hauts-fourneaux, mais la décarbonation reste partielle et n'est rentable que dans les régions abondantes en ressources, comme le Moyen-Orient ou les États-Unis. La vraie avancée pourrait venir de l'hydrogène vert, qui permet des émissions quasi nulles. Mais elle se heurte à un défi majeur : l'électricité. Il en faut des quantités astronomiques. À Dunkerque, maintenir la production annuelle du site (7 millions de tonnes) via le procédé DRI-hydrogène + EAF demanderait l'équivalent de... deux réacteurs nucléaires nouvelle génération (EPR)⁶ ! Or la construction d'un tel réacteur coûte plusieurs milliards d'euros et prend quinze à vingt ans : la France est donc loin de pouvoir produire de l'acier vert à grande échelle par cette voie. En revanche, dans un pays comme la Suède, riche en énergie verte grâce à l'hydroélectricité, plusieurs entreprises passent

déjà à l'action. Stegra, la plus ambitieuse, vise la production de 5 millions de tonnes d'acier vert par an d'ici à 2030. En France, à Fos-sur-Mer, GravitHy développe un projet de plus petite taille. ArcelorMittal, lui, freine des quatre fers : en Europe, il a mis au placard ses projets à base d'hydrogène vert. Dans l'Hexagone, il se limite aujourd'hui à la construction d'un four à arc électrique à Dunkerque... sous condition de mesures protectionnistes prises par l'UE. En effet, il menace de ne pas engager cet investissement si l'Europe traîne à limiter ses importations d'acier. Pour Marcel Genet, fondateur de Laplace Conseil et expert du secteur, le recul d'ArcelorMittal sur la technologie DRI-hydrogène est réaliste : la France n'aurait pas encore les infrastructures électriques pour un tel modèle. D'autres, au contraire, voient dans ce repli un risque géopolitique : « *Si on ne fait pas de DRI, il faudra importer ce produit intermédiaire des États-Unis ou du Moyen-Orient. Et dans le monde actuel, perdre une partie de la chaîne industrielle, ça pose problème* », alerte Thomas*, consultant dans le secteur sidérurgique. Il souhaite garder l'anonymat en raison de sa collaboration ponctuelle avec ArcelorMittal.

4. « Iron and Steel Technology Roadmap », Agence internationale de l'énergie, octobre 2020.

5. En raison de la croissance constante de la demande en acier et du décalage entre la mise en service des produits et leur recyclage.

6. Estimation pour une production d'acier 100 % primaire à partir de la méthode H2-DRI-EAF, sans prise en compte de l'apport en ferraille. Les calculs se basent sur les chiffres du Rocky Mountain Institute (RMI), un think tank américain reconnu pour son expertise sur la transition énergétique.



Gaëtan Lecocq,
secrétaire général de la CGT
d'ArcelorMittal Dunkerque.







Panneau d'affichage devant la cantine d'ArcelorMittal Dunkerque.

ArcelorMittal en recul sur le climat

Christophe marche d'un pas nerveux le long de la barrière qui sépare le site industriel de la chaussée. « *Tout est pourri là-dedans* », lâche l'ouvrier. En trente ans de métier, il a vu l'outil de travail se délabrer : « *Les installations tiennent avec des échafaudages. On met des rustines partout.* » Ce manque d'entretien n'entame pas seulement la productivité, il met aussi en danger les salariés : « *Début juillet [2025], dans mon secteur, on a tous évacué en urgence à cause d'une fuite de gaz. On aurait pu avoir des morts !* » s'indigne Christophe.

Les incidents se multiplient. En 2023, le haut-fourneau n° 4 se perce et un incendie se déclenche. Cette année, en janvier, c'est la cokerie qui s'enflamme. Rien d'étonnant, à entendre Thomas : « *L'Europe n'est plus une zone d'intérêt [pour ArcelorMittal]. Ses usines sont exploitées jusqu'à la corde car ils ne peuvent pas se désengager d'un coup, c'est trop volumineux.* » Depuis sa création en 2006, à la suite du rachat par l'indien Mittal Steel du producteur sidérurgique européen Arcelor, le groupe a fermé plusieurs hauts-fourneaux et aciéries à Gandrange, Florange, Cracovie... « *Sa production d'acier a baissé de 45 % en Europe, plus que chez tous ses concurrents* », précise Marcel Genet. Pourtant, l'entreprise a toujours affirmé vouloir rester en Europe et son directeur France le répète : « *La délocalisation [de la production européenne] n'est pas à l'ordre du jour.* »

Mais pendant que l'Europe rouille, les milliards partent ailleurs, loin des contraintes climatiques et sociales. À Hazira, en Inde, ArcelorMittal, dans sa coentreprise avec Nippon Steel (AM/NS), s'apprête à inaugurer deux hauts-fourneaux à charbon : ils font partie d'un investissement de 6,5 milliards d'euros pour faire passer la production d'acier du site de 9 à 15 millions de tonnes d'ici à 2026. Et ils ne comptent pas s'arrêter là ! Leur objectif : atteindre une capacité annuelle de 40 millions de tonnes. Autant dire que leur stratégie indienne s'approche plus du « *full carbon* » que du « *zéro carbone* ». Sans surprise, l'Inde est la grande absente des rapports climatiques d'ArcelorMittal...

Le décalage entre les engagements verts du géant de l'acier et ses actes est frappant. Entre 2021 et 2024, le groupe n'a investi que 800 millions de dollars dans la décarbonation. Une goutte d'eau face aux 5 milliards promis d'ici à 2030. Résultat : depuis 2018 (année de référence), les émissions du groupe n'ont reculé que de 5,4 % à l'échelle mondiale et de 5 % en Europe, alors que les cibles fixées sont respectivement de - 25 % et - 35 % d'ici à 2030, souligne Steel Watch, l'ONG qui scrute les pratiques des aciéristes⁷. Elle avertit : à ce rythme, l'entreprise restera loin derrière ses objectifs climatiques.

Alors, faut-il «faire du métal sans Mittal»? Emmanuel Macron dit non à la nationalisation, la droite se divise, syndicats et élus de gauche la soutiennent à différents degrés. Pour la CGT, c'est la «seule solution», un avis partagé par le Parti communiste (PCF), La France insoumise (LFI) et le député de la Somme François Ruffin. En juin, la députée LFI Aurélie Trouvé a même déposé une proposition de loi en ce sens. Les écologistes et les socialistes, eux, prônent une intervention étatique plus graduelle. Les écologistes plaident pour une «mise sous gestion publique exceptionnelle», un contrôle temporaire de l'État destiné à sauver les emplois et sortir de la crise. Le Parti socialiste défend la même logique et insiste sur la conditionnalité des aides publiques : «On peut très bien conditionner chaque euro d'aide publique à la présence d'actionnariat dans le groupe», explique Julien Gokel, député socialiste du Nord, à *Socialter*. L'objectif : donner à l'État un droit de regard sur l'usage des fonds. Mais pour lui, la priorité reste la mise en œuvre rapide des mesures européennes du plan acier.

L'Europe, en partie responsable

L'Europe joue gros. En pleine guerre commerciale, sa sidérurgie est en première ligne. «L'UE doit soutenir l'acier avec force et sans délai», alerte l'eurodéputé centriste Christophe Grudler, en pointe dans ce dossier. Pour lui, le plan acier présenté par la Commission européenne en mars 2025 – réduction des importations d'acier dans l'UE, garantie aux industriels d'une énergie propre et abordable, et lutte contre les fuites de carbone⁸ – «va dans le bon sens», mais son application est trop lente, commente-t-il, interrogé par *Socialter*. Même son de cloche du côté des industriels : ArcelorMittal conditionne sa décarbonation à la limitation des importations d'acier à 15 % de la demande européenne. Bercy soutient l'aciériste et tente d'infléchir Bruxelles.

L'Europe est aussi attendue au tournant sur sa politique climatique. Les sidérurgistes réclament une mise en œuvre rapide et renforcée du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), prévu pour 2026. Le MACF se veut un outil de justice économique : taxer les importations issues de pays qui ne limitent pas leurs émissions. Sur le papier, l'idée est claire : protéger les producteurs européens soumis aux quotas carbone. Dans les faits, le dispositif est insuffisant : seuls six produits sont concernés, dont l'acier. Résultat, l'acier chinois sera taxé, mais pas les voitures chinoises, qui continueront de concurrencer la production européenne et, par ricochet, de pénaliser l'acier local. La pression monte... face à une Europe «lost in transition», selon l'expert industriel Olivier Lluansi. Il alerte : «Son projet d'ajustement carbone aux frontières,



« Début juillet, dans mon secteur, on a tous évacué en urgence à cause d'une fuite de gaz. On aurait pu avoir des morts ! »

facilement contournable et difficilement contrôlable, est né dans un monde symbolisé par l'accord de Paris, un monde collaboratif qui n'existe plus. »

Ce n'est pas l'avis d'Eric Bergé, chef de projet industrie lourde au Shift Project, think tank spécialisé dans la décarbonation. L'ingénieur soutient le MACF et plaide pour son extension aux produits finis – voitures, électroménager, etc. – afin de limiter les fuites de carbone. La principale difficulté reste politique : obtenir une majorité européenne pour faire adopter cette extension. Tant au niveau régional que national, le défi est grand, mais des solutions existent pour sauver sidérurgie et climat. Il ne manque que le courage politique pour s'y engager pleinement. 

7. « Backtracking on Climate Action: ArcelorMittal Corporate Climate Assessment 2025 Update, 2025 », Steel Watch, mai 2025.

8. La fuite de carbone est le déplacement des industries émettrices de gaz à effet de serre en dehors de l'UE afin d'éviter de se soumettre à des normes climatiques plus strictes.

Cette enquête s'inscrit dans un projet rendu possible grâce au soutien d'Investigative Journalism for Europe (IJEU) et de Journalismfund Europe. Elle a été menée en collaboration avec le collectif Late.

Christophe Delhelle,
technicien d'exploitation chez
ArcelorMittal Dunkerque
et militant CGT.

